



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral n°2022/DRIEAT/UD77/008 du 21 avril 2022
modifiant l'arrêté du 28 décembre 2009 et
imposant des prescriptions complémentaires à la société
SAFRAN AIRCRAFT ENGINES à REAU et MONTEREAU-sur-le-JARD**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement,

VU la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, notamment son annexe V,

VU l'arrêté préfectoral n°02 DAI 2IC 130 du 02 mai 2002 autorisant la société Nationale d'Etudes et de Construction de Moteurs d'Avions (SNECMA) à poursuivre l'exploitation des installations sur le site de Villaroche – Rond-point René Ravaud – Réau – 77550 MOISSY-CRAMAYEL,

VU l'arrêté préfectoral n°02 DAI 2IC 267 du 22 août 2002 autorisant la société Nationale d'Etudes et de Construction de Moteurs d'Avions (SNECMA) à exploiter un banc d'essai système (installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables) sur son site de Villaroche – Rond-point René Ravaud – Réau – 77550 MOISSY-CRAMAYEL,

VU l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 395 imposant des prescriptions complémentaires à la société SNECMA à REAU et MONTEREAU-sur-le-JARD du 28 décembre 2009,

VU le plan de défense incendie de SAFRAN AIRCRAFT ENGINES daté du 12 novembre 2019 transmis par courrier du 15 janvier 2020,

VU le porter à connaissance transmis par courrier PAWE/CM n°2022-01 du 2 février 2022 et complété le 10 mars 2022 portant sur des modifications des installations d'alimentation de secours en carburant du bloc 4,

VU le rapport relatif à la demande de modifications susvisée en date du 11 mars 2022 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le rapport du 29 décembre 2021 de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement à la suite de la visite d'inspection du 9 décembre 2021,

VU les observations de la société SAFRAN AIRCRAFT ENGINES sur le projet d'arrêté du 20 avril 2022,

CONSIDÉRANT que dans le plan de défense incendie susvisé, l'exploitant revendique son autonomie pour la lutte contre l'incendie face aux scénarios dimensionnant du bloc 4 ;

CONSIDÉRANT que les dispositions présentées dans le plan de défense incendie susvisé sont conformes à l'article 43 de l'arrêté du 3 octobre 2010, ainsi qu'à son annexe V ;

CONSIDÉRANT que la défense extérieure contre l'incendie a fait l'objet d'une inspection le 9 décembre 2021 ; que celle-ci a permis de vérifier les dispositions présentées dans le plan de défense incendie susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu en conséquence de faire application des dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement pour actualiser certains éléments de l'arrêté du 28 décembre 2009 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

L'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 395 du 28 décembre 2009 est modifié comme suit :

ARTICLE 1.

L'article 4.II.2 « Moyens de lutte contre l'incendie du bloc 4 » est modifié comme suit :

«

1 – Moyens fixes

L'établissement dispose d'une installation de lutte contre l'incendie (réserve en eau, réserve en émulseur, débit de solution moussante, débit de refroidissement, ...) assurant au minimum un débit d'eau et un débit de solution moussante calculés en application de l'article 43 et de l'annexe V de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'établissement doit disposer à demeure au niveau du stockage de carburant du bloc 4 de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Ces moyens sont au minimum :

- une couronne fixe d'arrosage (prémélange ou eau) équipant la cuve ;
- une installation de prémélange avec une concentration d'émulseur de 3 %, automatique sur les deux canons et manuelle sur la couronne et les déversoirs ;
- un réseau fixe mixte (prémélange ou eau) permettant d'alimenter la couronne d'arrosage de la robe du bac avec un débit minimum de 420 l/min et une boîte d'injection de mousse à l'intérieur du bac assurant un débit minimum de solution moussante de 262 l/min ;
- 2 déversoirs de mousse dans la cuvette de rétention assurant un débit minimum total de solution moussante de 530 l/min ;

- 2 canons fixes motorisés assurant un débit minimum total de solution moussante de 2000l/min ;
- 1 réserve totale d'émulseur de 3600 litres. L'exploitant possède des émulseurs dits particulièrement performants compatibles avec ceux du SDIS ;
- 3 lances queue de paon assurant un débit minimum de 400 l/min chacune de protégeant les installations soumises aux flux thermiques des 8kW/m², et notamment les canons fixes.

La réserve en émulseur sera disponible en conteneurs de 1000 litres minimum dont les emplacements devront être étudiés en vue d'une utilisation aisée lors de la montée en puissance des moyens.

L'installation dispose d'aménagements permettant :

- de réalimenter les canons à mousse par une motopompe remorquable ;
- l'alimentation de secours des déversoirs et boîte à mousse.

2 – Moyens mobiles

Le site dispose a minima des moyens d'intervention mobiles suivants :

- 1 Fourgon Pompe Tonne Léger (FPTL), capable de fournir un débit de 1500 l/min avec une pression de 15 bars ;
- 1 Véhicule de Première Intervention (VPI) capable de fournir un débit de 1000 l/min avec une pression de 10 bars ;
- 1 motopompe remorquable capable de fournir un débit de 2000 l/min avec une pression de 10 bars ;
- 1 Lance-canon remorquable ;
- 1 citerne émulseur remorquable de 400 litres. »

ARTICLE 2.

L'article 4.II.3 « Exercice incendie » est modifié comme suit :

« Des exercices de mise en œuvre du matériel incendie sont effectués une fois par an, à l'exception de la boîte d'injection à l'intérieur du bac, qui est testée au moins tous les 10 ans. La vérification annuelle du bon fonctionnement du pré-mélangeur est intégré à la maintenance périodique.

La qualité de l'émulseur fait l'objet d'un contrôle tous les 2 ans.

Le système d'extinction est testé en mousse en cas de modification notable du réseau. »

ARTICLE 12. EXÉCUTION

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée au bénéficiaire sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 21 avril 2022

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La Cheffe de l'unité départementale
de Seine-et-Marne



Agnès COURET

Destinataires d'une copie pour information :

- Le Maire de Réau
- Le Maire de Montereau-sur-le-Jard
- La Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE);
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- Le Directeur Départemental des Territoires (Service Environnement et Prévention des Risques – Pôle risques et nuisances et Pôle police de l'eau)
- La Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- Le Directeur Départemental de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS – Inspection du travail).

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – Melun ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

– par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.